

TE38

COMITE SYNDICAL du 13 mars 2023

DÉLIBÉRATION N° 2023-039

Création de poste

Le lundi 13 mars 2023, à dix-sept heures trente, le Comité Syndical s'est réuni à Voreppe, sous la présidence de Monsieur Bertrand LACHAT, en présence de :

- 109 délégués représentant les communes adhérentes au Collège 1 représentant 109 voix
Avaient donné pouvoir 5 délégués de communes représentant 5 voix
- 1 délégué de la Métropole représentant 1 voix
Avaient donné pouvoir 1 délégué de la Métropole représentant 1 voix
- 1 délégué des communes adhérentes au Collège 2 représentant 1 voix
Avaient donné pouvoir 0 délégué de communes représentant 0 voix
- 2 délégués des communes adhérentes au Collège 3 représentant 2 voix
Avaient donné pouvoir 0 délégué de communes représentant 0 voix

Vu l'article L2121-29 du code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu l'avis favorable du Bureau du 27 février 2023,

Considérant le tableau des effectifs,

Suite à l'augmentation du nombre d'adhésion de communes au service Transition énergétique ainsi qu'au développement de la mission de conseil en énergie et des dispositifs tels qu'ISERENOV, il est nécessaire de procéder à la création d'un nouveau poste d'assistante permettant un suivi global et un accompagnement de l'ensemble du service Transition énergétique.

Ainsi, il est proposé aux membres du Comité Syndical de procéder à :

- La création d'un poste d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe à temps complet

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical, à l'unanimité (119 voix Pour - Collèges 1,2,3) :

DECIDENT

De procéder à :

- La création d'un poste d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe à temps complet
- L'inscription des crédits nécessaires au budget

- La possibilité de recourir à des recrutements directs ou à des non titulaires selon l'article 3-2, 3-3-1 ou 3-3-2 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 selon le cas en l'absence de candidatures de fonctionnaires, et de donner pouvoir au Président pour définir le niveau de rémunération,



Fait et délibéré en séance

Le Président

M. Bertrand LACHAT

Monsieur le Président certifie le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans le délai de 2 mois à compter de sa publication, devant le Tribunal administratif de Grenoble sis 2 place de Verdun à GRENOBLE (38000)